

**ASSEMBLEE GENERALE DES ADHERENTS DE
L'INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE CGT DU VAR
MERCREDI 7 FEVRIER 2024 A 14 H 00**

Bourse du travail de Toulon (Grande salle)

Ordre du jour

**Bilan d'activité
Rapport financier
Adoption de la feuille
de route pour 2024**



SOMMAIRE

P.2 Nos mémoires vivantes :

JEAN HERQUIN

P.3 : Edito : Notre histoire sociale pourrait-elle éclairer notre compréhension ?

P. 4 et 5 : Crises, fascismes, guerres, luttes et solidarité ouvrières 1929/2023

P. 6 et 7 : IHS CGT VAR : le bilan d'un an et perspectives

P.8 : Nos livres et nos sites internet pour la connaissance de l'histoire sociale



Je crois savoir que tu es rentré assez jeune à l'Arsenal de Toulon?

Oui ! Je n'avais pas 18 ans. Avec mon CAP d'ajusteur mécanicien en poche, j'ai été affecté à l'atelier mécanique qui comptait 440 salariés en 1971. Une vraie fourmilière où

se réalisaient tous les travaux d'usinage sur les matériels en confection ou en réparation pour la marine nationale. C'est là que j'ai vécu mes premières luttes syndicales sans être pour autant syndiqué.

Tu t'es donc syndiqué plus tard ? :

3 ans après mon retour de l'armée en 1976.....et dans la foulée j'ai adhéré aussi au PCF. Je devais avoir des dispositions particulières pour que Robert GOURVENEK insiste avec véhémence, lors d'une réunion de ma section syndicale, pour que j'en prenne la direction. Me voila donc secrétaire de section à 23 ans et délégué d'atelier dans une entité nouvelle « l'atelier machine ».

Parle-nous des années qui ont suivi cet engagement militant :

S'il n'y a pas meilleure école syndicale que celle de la pratique des luttes, moi j'ai été servi ! 1978 et 1979 furent deux années marquées par de longues grèves sur la question des salaires. Une formidable expérience de la démocratie syndicale et ouvrière, avec réunions de militants tous les soirs à la bourse du travail puis prise de parole tous les matins sur le marbre pour informer les salariés et décider ensemble des initiatives pour la journée. Un exercice qui m'était grandement facilité par notre influence dans cet atelier : aux élections professionnelles la CGT pesait, suivant les scrutins, entre 55 et 65 % des inscrits. Des scores qui ne devaient rien au hasard mais tout à une pratique syndicale autour du cahier de revendications. Le recensement des besoins auprès des équipes donnait l'occasion de débattre et de poser la question du renforcement de la CGT. Les revendications étaient retranscrites sur les pages de gauche d'un cahier déposé tous les trois mois au chef d'atelier sur lequel il notait ses réponses, pages de droite. Voila de la matière pour réaliser un bulletin trimestriel et mettre en pratique « la culture de notre jardin syndical » thème de plusieurs articles parus à cette époque dans la VO, sous la plume d'Henri KRASUCKI.

Et tu as ensuite intégré le secrétariat du syndicat de l'arsenal ? :

En 1980 j'ai alors 27 ans, avec Claude JULIEN et Danielle DAUMAS. Nous avons eu la chance d'intégrer une équipe aux cotés de Marcel GRIZEL le SG

, Jean MIGNONI, Jacques DEFILLE et Paul GERMANI. Puis en 1984 c'est Claude BOUY qui s'est vu confier lors du congrès la responsabilité de secrétaire général. J'ai été élu SG adjoint. Nous avons perpétué la pratique d'un secrétariat (très largement renouvelé) réuni tous les lundis matin en instaurant un principe immuable : Chaque secrétaire devait dégager impérativement deux demi-journées de son temps pour

se rendre « sur le terrain », à la rencontre des syndiqués et des salariés. Cette pratique ne tarda pas à porter ses fruits. Globalement la CGT a regagné en influence et nous avons enrayé la chute de nos effectifs.

Tu as été aussi secrétaire de l'UD :

Oui, élu en 1990. Secrétariat que quelques mois plus tard tu as intégré à ton tour. Là encore une belle expérience qui m'a permis de vivre au quotidien toute la richesse et la diversité des hommes et des femmes qui font la CGT. Une tâche syndicale exaltante, d'abord sur les questions d'organisations puis sur celles de la communication, avec le suivi particulier de l'UL de St RAPHAEL et mon souhait de garder un pied dans mon entreprise : L'arsenal de TOULON. C'est ainsi qu'au nom du secrétariat de l'UD j'ai suivi quotidiennement le conflit de l'arsenal de 1998 ce qui était un atout pour l'UD dans son souci de chercher à rassembler et construire les convergences des luttes sur l'enjeu industriel économique et social que constitue cette entité unique dans le VAR.

Parallèlement à mes fonctions syndicales et partant du principe « qu'il vaut mieux marcher sur ses deux jambes », j'ai continué à militer pour mon parti politique, élu notamment au comité fédéral et au bureau fédéral de la fédération du VAR du PCF.

En 2000, avec Jean HENNION et toi Alain, nous avons passé le relais à une nouvelle équipe à l'UD. Nous avons tous les deux réintégré nos établissements respectifs : Toi à la Poste et moi à l'arsenal.

Comment s'est passée ta réintégration ?

Le 2 janvier 2000 à 8h, nous étions avec Alain BOLLA dans le bureau du directeur de DCN/TOULON, pour en traiter. Le chef du service HSCT (SST aujourd'hui) avait fait savoir pour qui voulait bien l'entendre : « Ce sera lui ou moi ! ». Au final, j'ai bien pris mes fonctions là où je le désirais.... et lui est parti quelques mois plus tard ! Je me revois la première fois où j'ai monté les marches de l'escalier qui me menait à mon nouveau poste de travail. J'ai vécu cela comme une nouvelle embauche, avec toutes les appréhensions qui vont avec, sachant de surcroit que je n'allais pas être accueilli les bras ouverts, et ce fut le cas. J'en ai « bavé » un temps. A 47 ans, il m'a fallu apprendre un nouveau métier



Jean Pierre Kaspereck
Vice Président

Nous pourrions, et cela serait de bon ton, commenter l'actualité nationale et internationale dans notre édito. Cette actualité, comme vous le savez, est riche de malheurs et d'atrocités. Peut-être qu'à bien y regarder, il semblerait que ces tristes événements trouvent leurs racines dans le même ter-

reau. Pourrions-nous alors, planter nos réflexions dans un tout autre substrat, plus fertile, celui de la démocratie par exemple, sans laquelle les peuples ne peuvent s'exprimer ; vivre dignement et librement en sécurité. Les atrocités que vivent les Palestiniens, les Ukrainiens... et tous les peuples, certes dans des proportions bien différentes les uns des autres, sont le fruit d'un même mal persistant, le vol manifeste de la démocratie. Ces peuples pourraient en effet choisir une tout autre destinée, en toute fraternité avec leurs voisins, frères de classes. Mais alors, d'où vient ce mal qui ronge hommes et femmes, qui les font se dresser les uns contre les autres ? Notre histoire sociale pourrait-elle éclairer notre compréhension ? Nous sommes en 1789 et dans la capitale se développe une étrange théorie, celle de la démocratie directe et du mandat impératif, ces arguments étayés par Rousseau, imprègnent dans un premier temps, l'électorat masculin, et pour cause les femmes n'ont pas encore le droit de vote (celui-ci est promulgué par ordonnance le 21 avril 1944). Le 17 juillet Barnave, Antoine Pierre Joseph Marie, qui est depuis 1790 président de l'assemblée constituante, et un fervent défenseur de la monarchie constitutionnelle, déclarait : « [...] je place ici la véritable question : allons-nous terminer la révolution, allons-nous la recommencer ? Vous avez rendu tous les hommes égaux devant la loi ; [...] un pas de plus serait un acte funeste et coupable, un pas de plus dans la ligne de la liberté serait la destitution de la royauté ; dans la ligne de l'égalité, la destruction de la propriété. [...] si l'on croyait n'avoir pas tout fait pour l'égalité, quand l'égalité de tous les hommes est assurée, trouverait-on encore une aristocratie à anéantir, si ce n'est celle des propriétés ? » Nous y voilà, le vrai sens de nos mots, la propriété. Bien sûr celle des moyens de production industriels et privés, naissants à cette époque, cette distinction est signifiée, quelque décennies plus tard en 1848, dans le manifeste du Parti Communiste de Marx et Engels, faisant la différence entre les propriétés à caractère individuel et collectif. La propriété des moyens de productions était, et reste encore, c'est évident, la source de tous les maux de cette humanité ; « Socialisme ou barbarie ». Aujourd'hui comme hier, les peuples en luttent cherchent les chemins de leur émancipation, trop souvent coupées dans leur élan libérateur par cette réalité, la propriété privée des moyens de production, et cela justifie aux yeux de la bourgeoisie d'hier comme d'aujourd'hui, l'acharnement antidémocratique qu'elle déploie ; jusqu'au gouvernement d'Emmanuel Macron, le 49.3 a été utilisé 100 fois.

Dans le pire des cas, la bourgeoisie se serait alliée avec le « diable » si cela lui était utile à préserver ses intérêts, nous parlons là de l'extrême droite, avec les modes d'expressions les plus barbares, que nous avons connus tout le long de notre histoire. Nous sommes loin d'une démocratie au service de la majorité, et surtout de ceux fragiles, qui louent leur force de travail dans un rapport de subordination. Regardons ce que nous disait Jean François Varlet, employé aux postes, dans son projet d'un mandat spécial et impératif en 1792 : « Mandataire du peuple. Vous êtes sortis du rang des simples citoyens, pour aller, en dernier ressort, agiter l'urne de nos destinées ; écouter le langage austère de vos commettants, et peut-être cette fois vous serez, au sanctuaire des lois, pénétrés de vos devoirs comme nous le sommes de nos droits. [...] de l'instant que des événements majeurs ont forcé nos députés à nous convoquer en assemblées primaires, la souveraineté du peuple à retourner à sa source. [...] Ainsi donc notre obéissance n'est que conditionnelle, et, réunis par notre assemblée primaire, nous n'en avons pas moins senti qu'au moment où les dépositaires de nos intérêts nous les remettaient, c'était d'abord pour les discuter nous-mêmes. Tout ce qui intéressait essentiellement l'organisation, [...] la reconstruction même de l'édifice social, était de notre compétence. »

Voilà : « reconstruction de l'édifice social » sous entend des moyens financiers, et donc la fin de la propriété privée des moyens de production. Sans illusions, conscient que l'on n'humanise pas le capital, c'est la raison pour laquelle la démocratie n'est pas possible. Car le Capitaliste ne négocie pas avec son subordonné.

Tout le long de ces 11 ans d'existence, l'institut d'histoire sociale CGT du Var, s'est évertué à trouver les pistes Sociales et Economiques, afin de porter à votre attention, Camarades et Sympathisants, nos réflexions, aussi humbles soient elles, sur l'histoire sociale en devenir, afin de combattre le Capitalisme. Les enjeux civilisationnels de notre époque sont très importants dans la crise Capitaliste de l'instant, et les yeux des jeunes générations sont tournés pour le moment vers des paradigmes bien éloignés des démocraties participatives et des mandats stricts. Notre rôle, dans cette tranche d'histoire, est de partager ces expériences avec eux et de susciter autant que faire se peut leur curiosité.

Pour l'heure et là sans conditions aucunes, arrivant au seuil de la nouvelle année, le Bureau de l'IHS CGT Var vous souhaite de passer de bonnes fêtes de fin d'année.

Le Conseil d'Administration et d'Orientation vous présente les meilleurs vœux pour 2024 de santé et de réussite ainsi qu'à vos proches et des succès dans nos luttes

Ce jeudi 30 novembre, une cinquantaine de militants syndicaux, ont participé à cette conférence débat

Elle fait suite à la fois à une première rencontre que nous avons organisé en 2022 autour du film « Une journée particulière » d'Ettore Scola sur la montée du fascisme en Italie et à la publication des deux livres « Noirs Desseins » et « la CGT et la guerre d'Espagne la solidarité des varois au peuple espagnol » dont les auteurs prendront successivement la parole pour un exposé d'une vingtaine de minutes.

Alain Henckel rappelle que la crise mondiale enclenchée par le krach boursier de Wall Street le 24 octobre 1929 (le fameux « jeudi noir ») est une crise classique par ses origines à chercher dans les contradictions internes du capitalisme, dans l'antagonisme fondamental entre l'appropriation privée des moyens de production et le caractère social de la production. C'est une crise classique mais crise déroutante car d'une gravité exceptionnelle, d'une ampleur inégalée.

La crise a eu des conséquences dramatiques qui ont conduit à ce que l'on a appelé « la Grande Dépression » Ses effets ont été ressentis dans le monde entier et ont entraîné une récession économique mondiale qui a duré jusqu'à la fin des années 1930. Les conséquences de la crise ont été multiples et ont touché tous les aspects de la vie économique et sociale. Les banques ont fait faillite, les entreprises ont fermé, les travailleurs ont perdu leur emploi et les agriculteurs ont été ruinés. La crise a également eu des conséquences politiques, notamment en Europe

Dès 1933 les ripostes ouvrières se font entendre, notamment une grève très dure chez les 18 000 salariés de Citroën en région parisienne et la marche des chômeurs du Nord sur Paris (dont notre camarade Martha Desrumaux fut une des organisatrices). S'ensuivent de nombreuses actions et mobilisations pour refuser les reculs sociaux et imposer des revendications.

À la détresse ouvrière s'ajoute le désarroi des couches moyennes et du monde paysan, touchés par les conséquences de la crise. Les petits artisans, petits patrons et commerçants voient le nombre de faillites exploser, où rancœur et colère qui seront vite détournées par les sirènes fascistes contre les « députés pourri » « la finance juive »

Les « métèques » pour reprendre les termes de leur propagande..... Ils rallient en masse différentes organisations à caractères fascistes,.

Devant le danger fasciste, la classe ouvrière se mobilise : appel de la CGT et de la CGTU à une journée de grève générale le 12 février et à deux manifestations auxquelles appellent aussi et séparément le PCF et la SFIO. Les 2 cortèges parisiens se rejoignent. C'est sans doute le point de départ du Front Populaire avec une mobilisation sans précédent de la classe ouvrière qui veut imposer ses revendications, avec une CGT réunifiée grèves massives, occupations d'entreprises imposant d'importants reculs au patronat, création de milliers de comités « du front populaire » dans les quartiers des villes et les villages. La mise en place des 40 heures et de 15 jours de congés payés restant des conquises parmi les plus importants.

Durant toutes ces années, les fascistes européens ne sont pas restés inactifs. Allemagne, Italie, Portugal, Espagne ... Les milieux d'affaires (c'est-à-dire le capitalisme) et une grande partie des droites pactisent comme en France : « Plutôt Hitler que le Front Populaire »



Et optent pour une économie de guerre : c'est la guerre d'Espagne et le rôle de l'internationalisme de la CGT...

L'intervention d'André Prone va démontrer le mécanisme de la crise et la montée du fascisme aujourd'hui

Si la révolution bolchevik et les divers mouvements d'insurrections révolutionnaires qui s'en sont suivis, ont pu servir de prétexte au capital pour développer le fascisme, actuellement, on ne voit pas de révolution prolétarienne en marche qui pourrait menacer les classes dominantes en Europe, aux Etats-Unis ou ailleurs. D'où cette question : Où la bourgeoisie est-elle aux abois à travers le monde aujourd'hui ? Certes, de grands mouvements sociaux ont surgi ça et là, à commencer par les printemps arabes ou le mouvement des gilets jaunes, pour ne prendre qu'un exemple hexagonal, mais en quoi ont-ils pu remettre en cause le système capitaliste ? Quant aux guerres en cours, Ukraine, conflit israélo-palestinien et bien d'autres foyers de guerre à travers le monde, ils n'ont pas non plus, pour mobile de renverser l'ordre bourgeois.

Comme pour 1929, la raison profonde du processus de fascisation en cours doit être reliée avant tout à la crise structurelle du capitalisme mondialisé qui a commencé dans les années 1970, culminé en 2008 pour se poursuivre sous de nouvelles formes jusqu'en 2023. Cependant, si dans les deux cas (1929 et 2023) la fascisation et le fascisme peuvent être rattachés à la crise du système capitaliste, de profondes différences les séparent. Pour faire court je les résumerai en 5 points :

- 1) La crise économique et des marchés financiers .
- 2) Les profondes mutations technologiques,
- 3) La crise
- 4) L'effondrement des pays dits socialistes
- 5) l'accentuation des clivages entre les puissances occidentales

Le possible passage de la fascisation au fascisme et du fascisme à la guerre, tout en sachant que ces préparatifs mettent en jeu d'autres facteurs qui sont le résultat de combinaisons sociales, sociétales, environnementales, politiques et géopolitiques plus complexes encore.

- 1) La concentration des richesses entre les mains d'une oligarchie très restreinte,

- 2) La compétition acharnée entre les grandes puissances pour le contrôle des ressources, des marchés et des zones d'influence,
- 3) Les attaques contre l'État de droit, la suppression des droits civiques à certaines populations colonisées (dont le peuple palestinien est l'exemple type),
- 4) Les mouvements nationalistes, alimentés par des discours xénophobes et anti-immigration,
- 5) La propagande à travers la mainmise du capital sur tous les circuits d'information, alimente la désinformation générale .
- 6) La crise économique pousse les États à investir massivement dans la course aux armements pour maintenir leur supériorité militaire.

De plus, les visées fascisantes et guerrières du capital s'accompagnent d'une répression quasi systématique des mouvements sociaux et syndicaux s'opposant aux politiques néolibérales.

Alors comment organiser la riposte syndicale faces à toutes ces menaces grandissantes ? Car, qu'on se le dise, la résistance existe bel et bien. Tout d'abord dire que s'il convient d'être réaliste il ne faut jamais oublier que des situations révolutionnaires ont parfois fleuries dans les pires conditions guerrières. Disant cela je pense à la Commune de Paris et à la Révolution d'octobre qui ont eu lieu en pleine guerre. D'autres part, bien qu'il soit nécessaire de créer autour de nous de véritables alliances de masses solides, mêmes minoritaires, ce sont toujours les travailleurs en luttes qui ont fait bouger les lignes au cours de l'histoire....

Le débat qui s'ensuit s'il démontre un accord sur les interventions de nombreuses questions et témoignages: le souvenir de jours terribles sous le fascisme et le nazisme dans les années 39 /44. Les mémoires vivantes dans les camps de concentration . De nombreuses interventions demandent d'intervenir sur la communication, l'information, la formation le besoin de la lecture ; mais il y a aussi des inquiétudes soulevées par les militantes sur les remises en cause du droit des femmes en faisant référence au gouvernement d'extrême droite en Italie..

Richard Roméo Giberti secrétaire général de l'UD prend en compte le syndicat tel qu'il existe , « sachant que les maux de la société ont traversé la CGT » avec une forte présence de l'extrême droite et la droite qui gère le département . Historiquement la classe « bourgeoise choisit de se dissoudre en tant que parti pour garder le pouvoir en tant que classe »

Les questions évoquées Paix, guerre extrême droite font partie intégrantes des chantiers de la CGT du Var

Yves Pellegrino

Jean Herquin

(Suite de la page 2)

: Celui d'ouvrier de prévention. Heureusement que j'avais mes camarades du syndicat. Leur solidarité ne m'a jamais fait défaut.

En 2006, c'est la retraite anticipée, sans rester inactif pour autant?

Je ne pouvais pas couper court ! Militer ce n'est pas un métier : C'est une passion, un beau virus que l'on attrape...ou pas. On peut très bien vivre sans. Pas nous. C'est alors qu'a germé dans ma tête l'idée de combler un vide. Avec l'accord du syndicat des actifs et de celui des retraités, j'ai constitué une équipe de camarades sur lesquels je savais pouvoir compter et nous avons créé l'association des salariés de l'arsenal victimes de l'amiante (l'ASAVA) pour répondre aux besoins des victimes de ce crime industriel ainsi que ceux de leurs ayants droit. J'en ai quitté la présidence en 2017. Elle est dirigée aujourd'hui par Gérard LOJEWSKI, 5 femmes sont membres de son CA et l'ASAVA compte aujourd'hui 810 adhérents à jour de leurs cotisations.

Cette aventure humaine fut un grand moment dans ma vie militante tant j'ai eu le sentiment d'être utile à mes prochains, meurtris dans leurs chairs jusqu'à en perdre la vie. Ces poussières d'amiante respirées à leur insu, ne devaient rien au hasard mais tout à des directions d'entreprises peu scrupuleuses, qui en connaissaient les méfaits, mais n'ont rien fait pour protéger leurs salariés, par cupidité !

Et aujourd'hui ? Aujourd'hui j'ai pris du recul, mais reste encore un peu actif. Je participe autant que faire se peut aux initiatives et luttes sociales de la CGT dans le VAR et je contribue modestement à la vie de ma section du parti communiste Français à Solliès-Pont.

Et puis depuis peu, je suis grand père pour la première fois et même si mon petit-fils est loin, ça change beaucoup de choses !

A la tribune de la conférence



De gauche à droite : Alain Henckel, AndréProne, Yves Pellegrino, Richard Roméo-Giberti

Par Alain Henckel

Le 7 février(14H), chaque adhérent-e individuel-le et chaque organisation adhérente sont donc invité-e-s à participer à notre **assemblée générale annuelle**. Moment important dans la vie de notre Institut, c'est l'occasion pour, **ensemble**, tirer des enseignements à partir de notre activité en 2023 afin de tracer des perspectives offensives et réalistes pour 2024.

2023 a été marquée par le magnifique mouvement revendicatif contre le projet sur les retraites qui s'est terminé par un déni de démocratie, Macron et son gouvernement imposant leur réforme à coup de 49-3.

Parmi les objectifs adoptés à notre dernière assemblée générale figurait en bonne place la volonté de multiplier les rencontres avec les organisations et structures du département afin de tisser des liens et de faire mesurer ce que l'IHS peut apporter dans le cadre de la bataille idéologique. Ainsi, nous avons participé à des assemblées de retraités, à quelques congrès de syndicats, d'UL et à celui de l'UD, mais nous aurions souhaité être plus souvent invités lors de telles initiatives. Notre Institut est également intervenu lors de stages de formation d'UL pour présenter notre rôle et notre activité. Une expérience enrichissante, tant pour les stagiaires que pour le collectif de l'IHS, expérience que nous souhaitons renouveler et multiplier.

Nous avons aussi décidé de revenir sur le nécessaire travail de mémoire pour aider aux luttes d'aujourd'hui contre la fascisation de la société. La parution des deux livres édités par l'IHS, "Noirs Dessins" et "La CGT et la guerre d'Espagne- La solidarité des varois aux républicains espagnols", ont contribué à la réalisation de cet objectif (plusieurs centaines de livres vendus) avec en point d'orgue le 30 novembre la conférence "Crises-Fascismes-Guerres- Luttés et solidarités ouvrières 1929-2023" (Cf pages précédentes et site ou page Facebook de l'IHS), conférence que nous avons également décidée mais uniquement sur le thème de la CGT et la guerre d'Espagne.

La question des bourses du travail, leur histoire et leur situation actuelle, a fait l'objet de recherches de notre part aux archives départementales et s'est concrétisée pour l'instant par une

rencontre que nous avons organisée au printemps avec les UL du département. Le travail sur cette question doit se poursuivre.

Enfin nous avons décidé d'une initiative, à l'automne, avec la jeunesse et notamment en direction des étudiants de l'Université de Toulon/La Garde, en lien avec nos camarades de la FERC CGT. Malheureusement nous avons été en échec sur ce projet.

Et pour clore le bilan 2023, à l'heure où ces lignes sont écrites, nous avons enregistré cette année de nouvelles adhésions, mais quelques adhérents individuels et quelques organisations n'ont pas renouvelé leur adhésion 2022. Il est encore temps pour chacun de nous transmettre un règlement.

Le Conseil d'Administration et d'Orientation qui s'est réuni le 14 décembre a travaillé sur les perspectives pour 2024. Une volonté s'est fortement exprimée : poursuivre notre travail, à partir de l'histoire sociale et pour aider à la réflexion dans les organisations CGT, sur la crise du capitalisme, ses conséquences qui touchent tous les domaines de la vie, les raisons qui poussent le capital à rechercher des solutions politiques en recourant à la fascisation de la société et à la guerre.....Prenant en compte cet objectif, le CAO propose d'organiser 3 conférences dont les thèmes sont liés :



1) « L'Etat contre le syndicalisme » : En partant de notre histoire et des différentes périodes de répression, d'attaques contre le syndicalisme, à la situation actuelle avec une poussée des remises en cause des droits des salariés, des 1000 militants CGT aujourd'hui poursuivis, et les nécessaires ripostes construites ou à construire.

2) « Les questions de l'armement, de la défense nationale, de la paix », dans un département fortement impacté par ces questions, dans une période de développement de conflits qui menacent de s'étendre à la planète, avec la volonté de construire une telle initiative avec nos camarades Travailleurs de l'Etat.

3) « production, environnement, consommation », en co-organisation avec INDECOSA-CGT et le MNLE (Mouvement National de Lutte pour l'Environnement) : quelles conséquences de la production et de la consommation sur l'environnement, et à l'inverse, quelles conséquences sur la production, donc sur les travailleurs, des mesures prises ou à prendre dans le cadre de la lutte contre le dérèglement climatique ? Quel apport du syndicalisme CGT ?

Au delà de ces 3 conférences, nous souhaitons également poursuivre et amplifier les contacts directs avec les organisations, les syndicats du département, continuer le travail sur les archives et leur mise à disposition pour les orgas CGT, mais aussi pour l'extérieur. Enfin, nous souhaitons concrétiser le travail entrepris sur la constitution d'une bibliothèque de prêt, en mettant environ 400 livres à disposition des militants et syndiqués à partir d'un recensement sur le site internet de l'IHS.

Ce sont ces objectifs qui seront soumis à l'approbation des adhérents de l'IHS lors de notre assemblée générale. Nous avons besoin d'un débat le plus large possible, donc de la participation de chacune et chacun d'entre vous.

Notre IHS est, comme toute organisation, un corps vivant qui a besoin de se renouveler. Il y a donc nécessité d'élargir la participation au CAO et au bureau à de nouveaux camarades afin de permettre ce renouvellement indispensable si nous voulons que notre IHS puisse poursuivre ses activités au niveau nécessaire.

Déclaration de l'IHS Cgt Var

IL FAUT STOPER LE BAIN DE SANG A GAZA

« Celui qui ne connaît pas l'histoire est condamné à la revivre. »

Karl Marx

Le conflit israélo-palestinien ne commence pas avec les tragiques et condamnables évènements du 7 octobre 2023. Pas plus qu'il n'est le fait d'une guerre ethnique entre deux communautés de confession différente.

Il plonge ses racines dans la crise du capitalisme des années 1930, dont les criminels nazis et leurs alliés fascistes européens et nationalistes japonais sont issus. C'est la crise du capitalisme et les régimes factieux qui sont à l'origine de la 2^e guerre mondiale et ont conduit au pire crime contre l'humanité à l'encontre des juifs.

Crise, régimes factieux et guerre, voilà ce qui a renforcé l'idée d'un retour des juifs en Palestine et conduit à l'exode du peuple palestinien chassé de ses terres en 1948 puis colonisé avec (triste retournement de l'histoire) son lot d'incessantes injustices et de crimes.

La guerre et les exactions n'ont jamais permis de régler un conflit quel qu'il soit. Pour qu'un conflit se règle il faut négocier avec raison et justice, chacune des parties étant assurées de pouvoir vivre dans la dignité, l'indépendance et la liberté.

La vengeance et la terreur n'ont jamais mis fin à une injuste guerre. Les USA et tous les pays coloniaux, dont la France, en ont fait la triste expérience malheureusement sur le dos des peuples. Les guerres coloniales du Vietnam, d'Algérie et d'ailleurs, ont-elles étaient réglées par la guerre ? Non ! Seule la négociation a permis d'y mettre un terme....

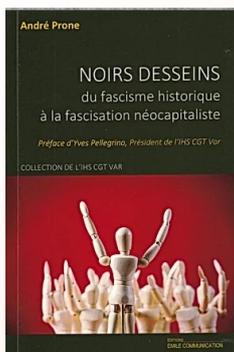


Dans les prochains jours, un courrier sera adressé aux adhérents et anciens adhérents pour la nouvelle carte 2024

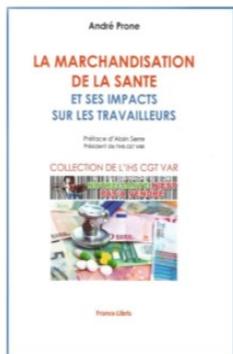
Nos livres et nos sites internet pour la connaissance de l'histoire sociale



5 €



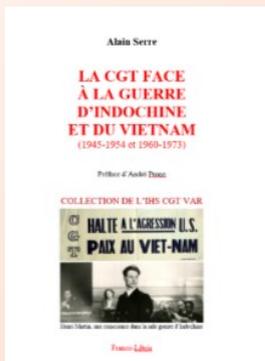
6 €



3€



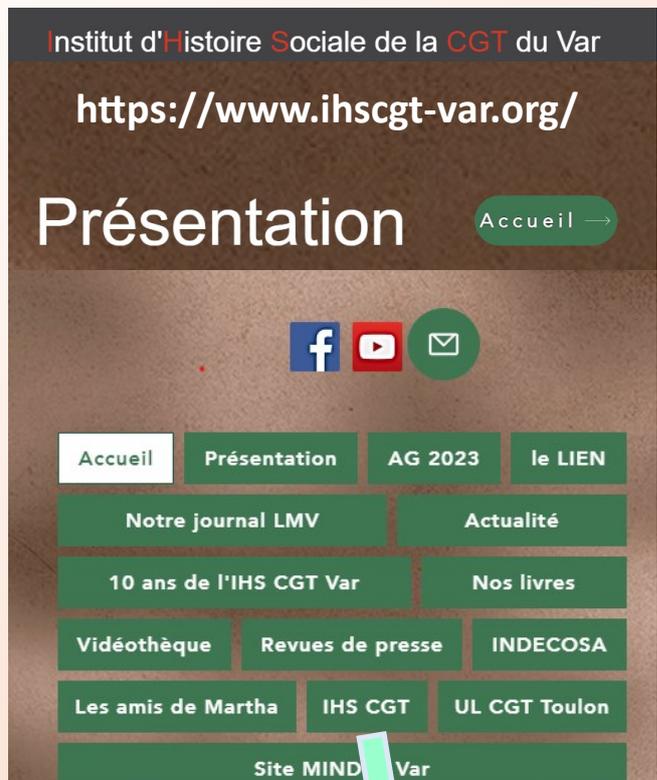
3€



4 €



4 €



Luttes et Mémoire du Var

Bulletin d'abonnement et d'adhésion individuelle

NOM : PRENOM

ADRESSE :

AU CHOIX : (merci de cocher une case) Adhésion seule : 12 € Abonnement annuel 4 numéros : 8 €

Adhésion et abonnement annuel 4 numéros : 20 €

A retourner à : l'IHS CGT Var Bourse du travail 13 avenue Amiral Collet 83130 Toulon Tel : 04 94 18 94 50